

INTRODUCTION

Ce volume couvre la période allant du début de 1962 jusqu'à la défaite du gouvernement conservateur du premier ministre John Diefenbaker, le 8 avril 1963. Pendant cette période, la question de savoir si le Canada acceptera ou non sur son sol des armes nucléaires de fabrication américaine, depuis longtemps au centre du débat sur les relations entre le Canada et les États-Unis, éclipse, et de loin, toutes les autres controverses sur la politique étrangère. Dans l'arène diplomatique et publique, ces discussions se poursuivent depuis la création du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), en 1957, et s'intensifient en 1960. Après une sorte d'accalmie sur le front diplomatique pendant la majeure partie de l'année 1962, la question se pose avec plus d'acuité encore au lendemain de la crise des missiles cubains, survenue en octobre. L'opinion publique, autrefois divisée entre les partisans de l'option nucléaire et ses farouches opposants, se montre désormais de plus en plus favorable à l'acquisition de ces armes. Lors d'une réunion du Cabinet, le 30 octobre, il est alors décidé d'entamer des négociations avec les États-Unis (document 231).

Initialement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Howard Green, est convaincu qu'il sera possible de s'entendre pour que le gros des ogives demeure aux États-Unis et puisse être acheminé rapidement au Canada en cas d'urgence. Une telle solution, espère-t-il, satisfera les deux parties au débat nucléaire. En décembre, en compagnie du ministre de la Défense nationale, Douglas Harkness, il rencontre à Paris le secrétaire d'État des États-Unis, Dean Rusk, et d'autres responsables américains. Les États-Unis semblent alors prêts à envisager cette solution. Par la suite, toutefois, Rusk informe Harkness que cela ne sera pas possible. Harkness omet cependant d'en informer le ministère des Affaires extérieures, provoquant une grande confusion et de nombreux malentendus. Ce volume présente, pour la première fois en format imprimé, les documents qui relatent dans le détail le déroulement de ces négociations infructueuses. Cela comprend un plaidoyer du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Norman Robertson, en faveur du concept de la « pièce manquante », tandis que d'autres documents décrivent la tentative du Canada pour relancer les pourparlers, à la fin de février 1963, à un moment où la question des armes nucléaires constitue un enjeu majeur dans une campagne électorale fédérale âprement disputée (documents 232, 233, 235 à 239, 242 et 246 à 249).

La situation à Cuba et la crise des missiles enveniment aussi les relations entre le Canada et les États-Unis. En février 1962, les États-Unis annoncent des restrictions au commerce encore plus strictes à l'encontre de Cuba, mais ne demandent pas d'emblée au Canada d'en faire autant (documents 603 à 605). Peu après, cependant, Dean Rusk informe l'ambassadeur du Canada à Washington, Arnold Heeney, que les États-Unis entendent « prendre des mesures pour s'assurer, dans toute la mesure du possible, que rien n'est fait pour renforcer l'économie cubaine ». Les Américains sont convaincus qu'« il est très important de s'attaquer à l'ensemble du problème de manière multilatérale plutôt qu'unilatérale ». C'est ainsi que Rusk forme « l'espoir que... nous voudrions bien réexaminer la question en tenant compte des intérêts